

Volume	Numéro de directive
II	2.2.1
Date	Page
2001-04	5 de 14

Manuel administratif

Sujet

CONTRAT DE CONSTRUCTION ET DE SERVICES AUXILIAIRES

#### 4.3. Négociation de prix

- À la suite d'un appel d'offres public, le Ministère peut négocier le prix avec le seul fournisseur ayant présenté une soumission conforme lorsque celui-ci accuse un écart important avec l'estimation.
- À la suite d'un appel d'offres sur invitation, le Ministère peut négocier le prix avec le fournisseur ayant présenté la plus basse soumission conforme lorsque celui-ci accuse un écart important avec l'estimation.

#### 4.4. L'autorisation du Conseil du trésor est requise :

- Pour tout contrat attribué sans appel d'offres à une personne morale sans but lucratif (communément appelée OSBL) autre qu'un centre de travail adapté  $\geq 1000\ 000\ \$$ .
- Pour tout paiement d'un contrat qui déroge à la réglementation (conclu sans autorisation préalable).

#### 4.5. L'autorisation du sous-ministre est requise (l'autorisation ministérielle (CO) doit être signée par le sous-ministre) :

- Avant la conclusion d'un contrat :
  - contrat d'une durée  $> 3$  ans ;
  - 1 seule soumission conforme reçue pour un contrat de  $25\ 000\ \$$  et plus ;
  - contrat avec un OSBL :
    - entre  $25\ 000\ \$$  et  $99\ 999\ \$$ .
- Après la signature du contrat :
  - paiement d'un contrat conclu en situation d'urgence.
- Supplément à un contrat découlant d'une modification requise pour assurer la réalisation du projet :
  - $< 100\ 000\ \$$ , avec supplément de plus de  $25\ \%$  du montant du contrat ;
  - $\geq 100\ 000\ \$$ , avec supplément de plus de  $10\ \%$  du montant du contrat ou de  $25\ 000\ \$$  (le plus élevé des deux).

**Note :** L'autorisation du sous-ministre n'est pas requise si le supplément est attribuable à une variation de quantités (prix unitaire) ou à l'application d'une loi ou d'un décret touchant les salaires payables.

Volume II	Numéro de directive 2.2.1
Date 2001-06	Page 5 de 15

Manuel administratif

Sujet

CONTRAT DE CONSTRUCTION ET DE SERVICES AUXILIAIRES

d'offres peut également se faire avec rotation à un fournisseur au choix de UA ;

- Dans les principaux cas qui suivent où l'appel d'offres n'est pas requis :
  - Un contrat attribué à un contractant autre qu'un fournisseur (une corporation municipale n'est pas un fournisseur) ;
  - Un contrat de construction ou de services auxiliaires confié à une entreprise d'utilité publique.

**4.3. En regard des contrats de construction, le montant estimé du contrat ne peut être divulgué aux fournisseurs.**

**4.4. Négociation de prix**

- À la suite d'un appel d'offres public, le Ministère peut négocier le prix avec le seul fournisseur ayant présenté une soumission conforme lorsque celui-ci accuse un écart important avec l'estimation.
- À la suite d'un appel d'offres sur invitation, le Ministère peut négocier le prix avec le fournisseur ayant présenté la plus basse soumission conforme lorsque celui-ci accuse un écart important avec l'estimation.

**4.5. L'autorisation du Conseil du trésor est requise :**

- Pour tout contrat attribué sans appel d'offres à une personne morale sans but lucratif (communément appelée OSBL) autre qu'un centre de travail adapté  $\geq 100\ 000$  \$.
- Pour tout paiement d'un contrat qui déroge à la réglementation (conclu sans autorisation préalable).

**4.6. L'autorisation du sous-ministre est requise (l'autorisation ministérielle (CO) doit être signée par le sous-ministre) :**

- Avant la conclusion d'un contrat :
  - contrat d'une durée > 3 ans ;
  - 1 seule soumission conforme reçue pour un contrat de 25 000 \$ et plus ;
  - contrat avec un OSBL :  
entre 25 000 \$ et 99 999 \$.



## Directive

Volume <b>II</b>	Numéro de directive <b>2-2-1</b>
Date <b>2003-12-15</b>	Page <b>6 de 16</b>

### Manuel administratif

Sujet

## CONTRATS DE CONSTRUCTION ET DE SERVICES AUXILIAIRES

**4.5 En regard des contrats de construction, le montant estimé du contrat ne peut être divulgué aux fournisseurs.**

### **4.6 Négociation de prix**

- À la suite d'un appel d'offres public, le Ministère peut négocier le prix avec le seul fournisseur ayant présenté une soumission conforme lorsque celui-ci accuse un écart important avec l'estimation.
- À la suite d'un appel d'offres sur invitation, le Ministère peut négocier le prix avec le fournisseur ayant présenté la plus basse soumission conforme lorsque celui-ci accuse un écart important avec l'estimation.

### **4.7 L'autorisation du Conseil du trésor est requise :**

- Pour tout contrat attribué sans appel d'offres à une personne morale sans but lucratif (communément appelée OSBL) autre qu'un centre de travail adapté  $\geq 100\,000$  \$.
- Pour tout paiement d'un contrat qui déroge à la réglementation (conclu sans autorisation préalable).

### **4.8 L'autorisation du sous-ministre est requise (l'autorisation ministérielle (CO) doit être signée par le sous-ministre) :**

- Avant la conclusion d'un contrat :
  - contrat d'une durée > 3 ans;
  - 1 seule soumission conforme reçue pour un contrat de 25 000 \$ et plus ;
  - contrat avec un OSBL :  
entre 25 000 \$ et 99 999 \$.
- Après la signature du contrat :
  - paiement d'un contrat conclu en situation d'urgence.
- Supplément à un contrat découlant d'une modification requise pour assurer la réalisation du projet :
  - < 100 000 \$, avec supplément de plus de 25 % du montant du contrat;
  - $\geq 100\,000$  \$, avec supplément de plus de 10 % du montant du contrat ou de 25 000 \$ (le plus élevé des deux).